



RESCCUE

Atelier de capitalisation Sites de Polynésie française Compte-rendu

Octobre 2018



Sommaire

Introduction	3
Séquence 1 : bilan général du projet (réalisations et changements observables).....	4
La priorité aux actions, une vertu pour le projet qui demande un engagement important	4
Des actions qui suscitent une évolution des relations entre acteurs.....	5
Des réalisations concrètes à poursuivre	5
De nouvelles pratiques de fonctionnement à entretenir et stabiliser	6
Séquence 2 : le renforcement de l'action opérationnelle par la GIZC.....	7
La démarche du plan de GIZC, un cadre qui permet de structurer actions et acteurs.....	8
Des concertations qui soutiennent différemment la mise en œuvre des actions opérationnelles ...	8
Un lien terre-mer assuré essentiellement par le processus	9
Séquence 3 : les analyses et instruments économiques au service de la gestion environnementale	9
L'analyse économique pour convaincre : un enjeu de fiabilité de l'information et de construction de la confiance	10
L'analyse économique en appui à la définition technique des actions et à leur financement : un enjeu de crédibilité et de faisabilité.....	11
L'analyse économique pour choisir et porter des solutions : un enjeu de légitimité	11
Les mécanismes de financement : enjeux d'équité et de souveraineté.....	12
Séquence 4 : la mobilisation et le renforcement des acteurs pour la gestion environnementale	13
Motiver l'action opérationnelle par des relations de proximité.....	13
Motiver l'apprentissage collectif par la planification stratégique et la concertation (GIZC).....	14
Inscrire la démarche dans la durée par les soutiens institutionnels formalisés par RESCCUE	14
Annexe 1 : Liste des participants	17
Annexe 2 : Programme de l'atelier	18

Introduction

L'atelier de capitalisation du projet RESCCUE sur les sites de Moorea et des Gambier s'est tenu à Papeete les 10 et 11 octobre 2018. Cet atelier avait pour objectif, dans une démarche participative, de tirer les leçons du projet afin que le « capital RESCCUE » aille au-delà d'une somme de réalisations, en dégagant un ensemble d'enseignements utiles pour l'action future. L'atelier visait ainsi à consolider la communauté d'actions sur les sites polynésiens, tout en opérant une prise de recul au-delà du projet et des deux sites eux-mêmes en apportant des éléments de réponse à quelques questions clés telles celles proposées par l'opérateur local dans son introduction : « *comment protéger les écosystèmes des pressions et renforcer leur résilience au changement climatique et celle des populations qui en dépendent ?* » Comment générer « *moins de stress et plus de services*¹ » pour ces écosystèmes ?

La réflexion collective menée lors de l'atelier a été structurée par les ambitions fondamentales de RESCCUE :

- **RESCCUE a été conçu avec la volonté d'être un projet opérationnel** permettant, au-delà des études et analyses produites, de mettre en œuvre des actions concrètes et surtout de déboucher sur des **changements observables** : des évolutions de pratiques, de règles ou de politiques publiques favorables à la préservation de l'environnement, voire des évolutions positives de l'état des milieux.
- Dans cette optique, **RESCCUE a eu pour vocation centrale de tester la mise en œuvre d'instruments d'action publique innovants**, tels que la planification de la Gestion Intégrée des Zones Côtières (**GIZC**) ou, trait marquant et spécifique de ce projet, des **instruments économiques** (mécanismes financiers, incitatifs, évaluations économiques diverses au service de la gestion, ...).
- Cependant, RESCCUE n'a pas eu une approche naïve de ces instruments, en supposant que leur expérimentation pourrait déboucher « mécaniquement » sur leur généralisation. **Ce projet s'inscrit également dans une visée stratégique**, en cherchant à **renforcer, dans les jeux d'acteurs à différentes échelles, l'existence d'une communauté d'action** en faveur de l'environnement et la **mise à l'agenda** des enjeux à traiter, tout en contribuant à **surmonter les résistances** aux changements qu'il s'agit d'opérer.

Au terme du projet, **que nous apprend l'action conduite au regard de cette triple ambition ?** A l'épreuve des réalités du terrain, que peut-on aujourd'hui tirer comme leçons quant à la portée opérationnelle effective de RESCCUE dans les deux sites pilotes contrastés, sélectionnés par la Polynésie Française ? Quant aux instruments qu'il a permis de tester ? Et quant à ses effets stratégiques en faveur de l'environnement ?

Quatre grandes séquences ont ponctué cet atelier afin d'instruire ce questionnement :

¹ Expression que l'on doit à Marie Lescroart. Les services dont il s'agit sont les services rendus par les écosystèmes aux activités humaines notamment.

- une première consacrée à dresser et discuter le bilan général du projet en termes de réalisations concrètes et de changements observables ;
- une deuxième centrée sur les différents outils de la GIZC et leurs vertus pour l'action opérationnelle ;
- une troisième consacrée aux instruments économiques testés lors du projet sur ce site ;
- une quatrième enfin dédiée aux enseignements du projet et du dispositif RESCCUE en Polynésie Française, quant à la mobilisation et au renforcement des acteurs pour la gestion de l'environnement.

La réflexion collective a été fondée sur une alternance entre des exposés de retours d'expériences effectués par les participants en séances plénières, et des travaux de groupes visant à en tirer les leçons sous ces différents angles.

Séquence 1 : bilan général du projet (réalisations et changements observables)

La priorité aux actions, une vertu pour le projet qui demande un engagement important

Sur les deux sites des Gambier et de Moorea, **une large diversité d'actions** a pu être mise en œuvre. Aux Gambier, les enjeux de la prise en compte des déchets tant ménagers qu'issus de l'activité perlicole ont structuré d'importantes études. Il a ainsi été possible de caractériser les déchets, de renforcer les pratiques de tri et d'explorer des possibilités de valorisation locales des déchets plastiques issus de la perliculture. À 'Opunohu, des mesures antiérosives ont été initiées qui concernent les pratiques agricoles et la plantation de vétiver pour stabiliser les sols. Sur les deux sites, de nombreuses actions inscrites dans des stratégies de préservation de la biodiversité et de lutte contre les espèces envahissantes ont été déployées. Des propositions d'aménagement des mouillages ont également été faites pour mieux en gérer les impacts et organiser les services associés.

Certaines réalisations ont pu s'appuyer à 'Opunohu sur le déploiement en parallèle du projet INTEGRE pour poser les bases d'une action collective. Le processus de révision du PGEM a également constitué une précieuse opportunité pour structurer les interventions. Si les Gambier ne bénéficiaient pas de ces appuis parallèles, les réflexions préalables de la DRMM au sujet des déchets perlicoles ont constitué un important point d'appui pour la mise en œuvre des expérimentations.

L'expérience de deux sites en Polynésie confirme par ailleurs **l'importance de la présence d'un capital humain préexistant à l'action** et renforcé dans le cadre du projet. Il s'agit en effet d'une condition nécessaire pour la mise en œuvre des actions et qu'il convient de renforcer à cette occasion. Le rôle de l'opérateur en tant que relais et ressource pour l'action est ainsi souligné par l'ensemble des participants, tout comme celui des moyens humains engagés par les communes pour soutenir et engager les actions.

Dans un deuxième temps, le déploiement des réalisations concrètes appelle de nouvelles collaborations, le développement de nouveaux liens entre les acteurs, ce qui demande de nouveau, en retour, des investissements importants en moyens humains et le partage d'une vision multi sectorielle.

Des actions qui suscitent une évolution des relations entre acteurs

Sur les deux sites, de **nouvelles relations** entre les acteurs ont été suscitées par ces actions, que cela soit entre les professionnels et les collectivités ou entre les habitants à l'occasion du développement de travaux organisés par des associations. C'est lors des processus de concertation qu'ont ainsi pu se construire ou se renforcer les relations de **confiance**, nécessaires pour assurer la mobilisation des acteurs. Le cas de la lutte contre les espèces invasives, notamment à Moorea, illustre également comment la formation à cette problématique permet d'essaimer aussi de bonnes pratiques et de déployer des actions à grande échelle

Cette priorité donnée à l'action par RESCCUE est également un **aguillon** pour impliquer les services techniques. Les nombreux budgets d'intervention mobilisés côté Pays sont ici d'une aide précieuse : on retiendra notamment que le service du tourisme prévoit de continuer son implication en mobilisant sur l'année à venir des budgets propres pour opérationnaliser les actions sur les mouillages aux Gambier, où la thématiques est la plus avancée.

Enfin, le fait qu'en Polynésie, RESCCUE a été déployé sur les deux sites des Gambier et de 'Opunohu s'est également traduit par des tentatives de **mutualisation** et de partage d'expériences entre les sites, même si certaines participants auraient souhaité que ces échanges soient plus nombreux.

Des réalisations concrètes à poursuivre

Si l'on ne peut que se féliciter des actions mises en œuvre sur les deux sites, la question de la continuité des efforts et de leur efficacité pose question aux participants de l'atelier de capitalisation. Tout le monde s'accorde pour considérer que **des bases ont été posées avec le projet RESCCUE** pour mieux intégrer les réflexions sectorielles d'une part et renforcer le travail commun entre le niveau de la commune et celui du pays. Ces évolutions ont ainsi permis d'aboutir à des réalisations concrètes de gestion intégrée des zones côtières. Les deux sites présentent à cet égard des situations différenciées, compte tenu à Moorea de l'appui du projet INTEGRE et du PGEM :

- Le projet RESCCUE a ainsi pu s'appuyer à **Moorea** sur le capital humain constitué dans le cadre d'INTEGRE et poursuivre **une méthode de travail de concertation pour démultiplier les actions à venir** en cherchant la mobilisation de la diversité des acteurs du territoire.
- Aux **Gambier**, l'engagement politique de la commune a permis **la formalisation d'une feuille de route et l'amorçage ou la mise en œuvre d'actions diverses, ayant vocation à se déployer et s'élargir dans la durée** : amélioration de la collecte des déchets ménagers, restauration d'habitats et de population d'oiseaux marins, lutte contre le crapaud buffle ou les fourmis envahissantes, valorisation des déchets de la perliculture avec l'implication du secteur privé, actions de lutte contre les pollutions... Il est attendu que ces actions

permettent un renforcement des actions sur ces problématiques par des moyens humains et financiers plus importants.

Les enjeux de continuité de la démarche, au-delà du terme du projet RESCCUE, présentent ainsi des spécificités liées aux différences de contexte entre les deux sites. À Moorea, il s'agit de prolonger la démarche de concertation et de mobiliser les moyens pour poursuivre les actions ; aux Gambier, continuer la mise en œuvre de la feuille de route en mobilisant le secteur économique de la perliculture.

Dans tous les cas, la dynamique ne peut être entretenue que par la mise à disposition de moyens techniques, humains et financiers. Dans le cadre du projet RESCCUE, l'articulation de ces moyens a beaucoup reposé sur l'action de l'opérateur dont le rôle a notamment consisté à les susciter et à les organiser. A l'avenir, les participants sont conscients que ce travail d'animation est crucial pour assurer la continuité de la démarche. C'est probablement le premier enjeu de la pérennisation des actions. Aux Gambier, un poste de coordonnateur des politiques publiques du pays a ainsi été mis en place par la Circonscription des îles Tuamotu et Gambier (CTG). Sur les deux sites, les conditions semblent aujourd'hui réunies pour que des ressources humaines restent disponibles à l'avenir dans les communes pour continuer ce travail d'animation, les deux postes ayant été pérennisés, à temps partiel aux Gambier et à temps plein à Moorea. La question du financement des budgets nécessaires reste posée à terme cependant.

Pour dégager de tels budgets, **un équilibre est à trouver entre des financements publics et le développement de filières économiques ou de mécanismes économiques et financiers** permettant de s'appuyer sur des formes de valorisation des actions conduites ou de leurs effets sur l'environnement. Ainsi, les réflexions aux Gambier en matière d'accompagnement de pratiques plus durables de la perliculture visent à explorer la faisabilité d'une dizaine d'instruments de financements. L'engagement du service du tourisme du Pays pour prendre en charge en 2019 la restauration de la plage de Tahiamanu et des actions sur l'organisation des zones de mouillage, mais aussi, investir dans la structure d'accueil à Papetoai est également une évolution favorable pour pérenniser les actions initiées dans le cadre de RESCCUE.

Le Pays souhaite également impulser et aider les jeunes porteurs de projet s'inscrivant dans une logique d'économie solidaire, de proximité, pour favoriser la reconnaissance des valeurs créées par ces actions de préservation. Il s'agirait là d'un atout puissant pour développer des formes d'appropriation des actions de RESCCUE par les populations locales.

De nouvelles pratiques de fonctionnement à entretenir et stabiliser

De manière générale, il est convenu par l'ensemble des participants que le projet a localement fait l'objet d'une bonne coordination entre les différents acteurs. **La présence locale continue d'un opérateur a permis de développer la dynamique collective autour du projet RESCCUE à l'échelle communale.** Cette dynamique se traduit par la mise en place de nouveaux partenariats entre acteurs qui se situent à des échelles différentes : rapprochement entre institutions et population en général mais aussi relations renforcées entre certains services du Pays et ceux des communes, entre acteurs techniques territoriaux

et associations locales, ou même secteur privé de la perliculture, implication des scolaires et de randonneurs pour la lutte contre les espèces envahissantes. **Toutes ces relations renforcées sont considérées par les participants comme un capital, un acquis qui ne pourra disparaître maintenant que de nouvelles habitudes de fonctionnement ont été déployées.**

A ce titre, le rôle de l'animateur local est primordial. Il peut en effet communiquer sur les enjeux et les actions du projet via des réunions, des affichages, et surtout lors des liens directs qu'il entretient avec les administrés qui viennent le voir tous les jours à la mairie pour toute sorte de démarche. De plus, sur les deux sites, **un important travail de démarchage, de porte à porte** a été réalisé notamment aux Gambier et constitue selon les participants un outil clé pour assurer la participation, l'engagement personnel des populations, que cela soit autour des questions de biosécurité ou de celles de gestion des déchets par exemple. Il est important que chaque acteur se fasse le relais du projet et de ces enjeux, y compris dans ses relations familiales ou professionnelles. gra

L'organisation des acteurs autour du projet a aussi nécessité ou profité de la **structuration de nouvelles dynamiques locales**. Sur Moorea, les comités des pêches, formés grâce au travail de concertation mené dans le cadre de la révision du PGEM, ont permis de structurer leur représentation et leur participation aux actions.

L'ensemble des acteurs présents à l'atelier de capitalisation témoigne d'une **réelle satisfaction quant à cette synergie multi-acteurs créée autour du projet RESCCUE** et appellent à ce que le Pays et les communes travaillent mieux ensemble sur ces thématiques qui sont à l'interface des compétences des uns et des autres.

À cet égard, le travail de capitalisation autour de RESCCUE permet d'entamer une réflexion sur ces changements de règles et de politiques publiques à conduire. Ainsi, l'ensemble des acteurs souligne que l'action publique actuelle nécessite encore davantage de synergies interservices, intersectorielles, transversales, particulièrement sur les thématiques de gestion intégrée des zones côtières qui sont par définition multithématiques et à l'interface terre-mer. Ce **besoin de davantage de transversalité de l'action publique** est identifié depuis longtemps et constituait l'un des fondements initiaux de RESCCUE : il reste une **condition de pérennisation de la démarche** à l'avenir aux côtés de l'appropriation des enjeux et des actions par les populations et les secteurs économiques concernés.

Séquence 2 : le renforcement de l'action opérationnelle par la GIZC

Au cours de cette séquence, les deux expérimentations de Moorea et des Gambier ont été présentées et sont apparues, dès cette étape, différentes dans la manière de décliner la démarche de gestion intégrée des zones côtières (GIZC). Si celle-ci relève dans tous les cas (ici comme ailleurs) d'une dynamique multi-acteurs, d'un processus concerté pour une meilleure intégration intersectorielle et terre-mer des politiques publiques, elle se veut également dotée d'une portée opérationnelle, en particulier par la planification. La seconde séquence de l'atelier visait précisément à analyser cette portée opérationnelle de la GIZC : lors des travaux de groupes ayant suivi les présentations, les participants ont fait ressortir les éléments marquants des approches de chacun des deux sites à cet égard, ainsi que leurs contrastes.

La démarche du plan de GIZC, un cadre qui permet de structurer actions et acteurs

Si le projet RESCCUE a enclenché à lui seul une dynamique, la « *démarche du plan de GIZC a apporté un outil, une méthode de travail, un renforcement des coopérations* ». L'ambition environnementale de lier les actions sur mer et sur terre au sein d'une démarche commune a ainsi été un cadre utile pour renforcer les liens entre les acteurs. Sur les deux sites la démarche a bien été conçue comme un processus, partant d'un diagnostic pour aboutir à un plan d'actions. C'est cette structure méthodologique qui a permis de tenir le cap d'une réflexion collective en vue d'articuler les actions et les acteurs pouvant participer à leur mise en œuvre.

Toutefois, sur les deux sites, la mise en œuvre de cette démarche du plan a été réalisée de manière différente et suggère ainsi deux itinéraires possibles pour concevoir la gestion intégrée des zones côtières en fonction des contextes. Ces processus renvoient à **des rôles différents de la concertation dans l'élaboration et la mise en œuvre effective des actions**.

Des concertations qui soutiennent différemment la mise en œuvre des actions opérationnelles

Les approches retenues sur les deux sites polynésiens mobilisent toutes deux la concertation et les échanges avec les populations et les acteurs. Elles illustrent cependant une différence de pondération entre deux soucis qui peuvent se présenter, notamment à ceux qui souhaitent élaborer des actions concrètes et pérennes de GIZC :

- comment **construire une vision** commune fondée sur des valeurs partagées, présentant la vertu de décloisonner les interventions des acteurs et suscitant l'engagement du plus grand nombre pour agir ?

- comment faire **partager les ambitions opérationnelles** d'une meilleure gestion de ces environnements aux populations concernées, pour qu'elles s'approprient les actions à mettre en œuvre ?

Les travaux de groupes ont permis de dégager deux pondérations différentes entre ces deux préoccupations, et donc deux itinéraires spécifiques suivis par les sites de Moorea et des Gambier :

- Dans le cas des **Gambier**, la volonté était présente de prime abord pour mettre en place un plan qui détermine des ambitions opérationnelles en matière de GIZC. La commune s'est chargée de réunir les informations, de préparer une feuille de route et d'organiser des réunions publiques pour en **présenter les enjeux** et les amender et préciser ce que le plan allait permettre de faire. En plus des ateliers de travail, des visites porte à porte auprès des populations, trop affairées pour participer aux réunions, ont permis de mieux connaître les besoins localement **et d'enrichir les actions**. Le plan de gestion a été présenté à la population mais aussi dans les écoles pour mieux **diffuser** l'information et aux assises des outre mer par la commune. L'ensemble du travail réalisé a donné lieu à un comité de presse **pour assurer la meilleure appropriation** possible du projet.

- À **Moorea**, la conception a pris la forme d'un **processus de développement durable local** s'appuyant notamment sur un **diagnostic partagé**, réalisé après un travail de porte à porte

pour prendre en compte le plus grand nombre d'avis et présentant les enjeux et objectifs de la démarche et un **système de gouvernance**. Sur la base de ce diagnostic, de cette **vision commune**, des réunions de concertation avec certaines catégories d'usagers ont été organisées pour apporter une vision de moyen-long terme et préciser les actions à mettre en œuvre. Un comité de développement local et un conseil de sages ont été proposés qui restent à opérationnaliser. Une association a été créée pour mettre en œuvre une structure d'accueil de projets à associatifs à Papetoai.

Un lien terre-mer assuré essentiellement par le processus

Sur les deux sites polynésiens, les actions qui font explicitement le lien entre les enjeux terrestres et marins sont relativement peu nombreuses. Elles concernent essentiellement la biodiversité (parcours anguille à 'Opunohu par exemple), les actions pour limiter l'érosion, parfois en lien avec la préservation des habitats de l'avifaune marine et les pollutions d'origine agricole, ou encore la gestion des déchets.

C'est finalement **l'aspect culturel** associé à la participation des divers usagers qui est qualifié par les participants de « **fil conducteur** » de la démarche et qui rencontre la **vision polynésienne du lien entre la terre et la mer**. Dans l'optique de renforcer cet aspect culturel, les deux sites insistent sur le fait que les réunions collectives ne suffisent pas à assurer cette participation et qu'il est nécessaire d'avoir recours à d'autres moyens plus personnalisés. Le porte à porte pour échanger, expliquer et comprendre les besoins des populations s'est avéré ainsi particulièrement utile pour construire cette appropriation des enjeux et leur inscription dans une dimension culturelle.

Enfin, l'ensemble des participants a souligné l'importance de disposer d'un animateur entièrement dédié à la démarche et la nécessité d'une appropriation par les élus de l'échelle communale. Ils ont également insisté sur le fait que le **caractère transversal** de la démarche liant les enjeux terrestres et marins nécessitait un **renforcement des coopérations entre les services et entre l'échelon communal et celui du Pays**, certains regrettant les difficultés rencontrées à cet égard à l'occasion du projet RESCCUE, jusqu'à considérer que cet aspect en constituait la **pièce d'achoppement**. L'annonce du Pays de mettre en place un poste CTG aux Gambier pour favoriser la coordination des politiques constitue, à cet égard, une réponse appréciable.

Séquence 3 : les analyses et instruments économiques au service de la gestion environnementale

Sur les deux sites, conformément à la démarche « par la demande »² promue par RESCCUE, les approches économiques développées ont été définies à partir d'une concertation menée avec les porteurs de projet RESCCUE pour définir les besoins en matière d'analyses économiques. On peut ainsi rassembler la large palette d'études et d'outils testés en deux grandes catégories, les **analyses économiques** et leur intérêt pour motiver les changements

² Cadrage consistant à définir, avec eux, les besoins des locaux en matière d'analyse économique plutôt que d'offrir des études types.

de comportement des acteurs d'une part, et les **mécanismes économiques et financiers** pour trouver des incitations financières et pérenniser les actions mises en œuvre d'autre part.

Au sein de la première catégorie, on peut regrouper les sept analyses économiques réalisées en trois grands types d'outils en fonction de leur objectif :

- une finalité d'information pour la prise de conscience de l'importance d'une thématique,
- une utilisation technique pour calibrer des instruments budgétaires ou de financements en vue d'inciter à des changements de pratiques,
- et enfin une finalité décisionnelle en apportant des arguments de choix entre plusieurs actions.

Conduites sur les deux sites, ces analyses ont permis des avancées diverses qui peinent cependant à être appropriées largement par les acteurs.

L'analyse économique pour convaincre : un enjeu de fiabilité de l'information et de construction de la confiance

L'exemple de **l'agriculture** et des problématiques d'érosion associées sur 'Opunohu montre que les chiffres n'ont de valeur que s'ils sont partagés et appropriés par les acteurs eux-mêmes. Pour cette thématique agricole, la disponibilité des données ne posait pas de difficulté particulière et il était important de disposer des informations les plus exhaustives possible pour porter le message. Mais les chiffres seuls ne parlent pas d'eux-mêmes et il a fallu motiver un petit groupe d'agriculteurs pour qu'ils soient en capacité de les accueillir en confiance. La démarche n'a cependant pas permis de dépasser la prise de conscience des enjeux attachés à l'érosion dans les plantations d'ananas et l'on n'a pu, à ce jour, constater de modifications significatives de pratiques. En revanche, les pouvoirs publics souhaitent aujourd'hui envisager concrètement l'interdiction réglementaire de plantation sur de trop fortes pentes, sur la base notamment des informations produites.

Les analyses conduites sur l'impact économique de la **perliculture** des Gambier sur l'économie polynésienne apportent un autre regard. En effet, elles se sont heurtées à la question de la fiabilité des données économiques issues de la comptabilité nationale et qui perdent de leur sens à l'échelle d'un petit territoire. Les enquêtes menées aux Gambier montrent à cet égard la pertinence d'un travail de terrain pour recueillir l'information la plus juste.

Il semble donc nécessaire de mettre en œuvre des **moyens d'investigation importants et à l'échelle du territoire et de la thématique concernée** si l'on souhaite **assurer la crédibilité des chiffres produits** et en assurer **l'appropriation** par le partage avec les principaux acteurs concernés.

L'analyse économique en appui à la définition technique des actions et à leur financement : un enjeu de crédibilité et de faisabilité

D'autres analyses ont été réalisées en appui à la définition technique des actions à mettre en œuvre, notamment autour de la question des déchets ménagers et perlicoles aux Gambier. Ces approches économiques ont une double particularité. D'une part, elles s'intéressent aux différents itinéraires techniques envisageables pour résoudre les difficultés et définir les actions et, d'autre part, elles ciblent les différents acteurs susceptibles d'intervenir dans la mise en œuvre des actions. Leur fonction consiste donc à **faire du lien entre les solutions techniques et les possibilités de financement** qui pourraient leur être attachées.

Ces analyses proposent donc souvent des scénarios permettant de rendre crédibles les actions proposées en les mettant en discussion au regard des pratiques des acteurs et de leurs capacités à les mettre en œuvre. Dans un deuxième temps, ces scénarios d'action interpellent le collectif susceptible de prendre en charge le financement de ces actions et leur pérennisation. Sur les Gambier, ces réflexions ont été conduites avec en toile de fond la potentialité d'une économie circulaire. **L'étude réalisée a ainsi permis de prouver la faisabilité technique et économique de certains changements de pratique** en matière de gestion des déchets perlicoles.

Si, grâce à l'ADEME et la DRMM, le financement initial des investissements ne pose pas de problème particulier, **ces questions de faisabilité se heurteront à la recherche de financements complémentaires**. Il s'agira alors d'élargir le cercle des acteurs à intégrer à la démarche et d'envisager leur structuration pour bâtir des co-financements qui permettraient également de mettre en œuvre les actions à plus large échelle. Une telle évolution nécessiterait probablement une réflexion à l'échelle du pays pour articuler les compétences et possibilités des différents acteurs publics et privés.

L'analyse économique pour choisir et porter des solutions : un enjeu de légitimité

Deux analyses relevant de cette catégorie ont été réalisées. L'une concerne le réaménagement du trait de côte de la plage de Tahimanu à Moorea et l'autre l'arbitrage entre divers scénarios de gestion des mouillages aux Gambier. Ces deux études ont une portée limitée par leur échelle, ce qui explique sans doute qu'elles n'ont pas donné lieu à beaucoup de discussions lors des ateliers de capitalisation. Concernant les mouillages, il est remarqué que la problématique doit se traiter à l'échelle de la surveillance de l'ensemble des activités dans le lagon et que c'est à cette échelle que pourraient être intégrées les zones de mouillage et les autres activités, et que pourraient se définir des moyens de co-financement. La validation pour Moorea du PGEM révisé est une étape clé à ce titre.

Fortement liées aux processus décisionnels, ces analyses interrogent toujours la légitimité des porteurs des études et de l'opérateur pour la mise en œuvre des actions qui en découleraient et renvoient à la question des financements qui pourraient accompagner la mise en pratique des résultats de ces études. Elles sont aussi parfois insuffisamment appropriées par les services techniques qui ne sont pas habitués à ces travaux.

Les discussions lors des ateliers ont enfin montré que ces études, comme toutes celles qui sont liées à la question des financements, se heurtent à la faiblesse des compétences des

acteurs publics locaux pour concevoir de nouveaux instruments financiers qui souvent interpellent d'autres échelles décisionnelles du pays et des acteurs économiques des filières concernées.

Les mécanismes de financement : enjeux d'équité et de souveraineté

A l'échelle de RESCCUE, les deux sites polynésiens ont été particulièrement prolifiques en matière d'analyse des mécanismes de financement : pas moins de dix-sept instruments ont donné lieu à des études de faisabilité présentées aux services concernés. Ils ont concerné principalement l'accompagnement de la perliculture et de l'agriculture durables, mais aussi la faisabilité de redevances pour les mouillages et les déchets, une réflexion sur le verdissement de la fiscalité et des subventions publiques dans le secteur primaire et l'éventualité d'un paiement pour services écosystémiques attaché à l'observation des requins à Moorea.

Les débats ont porté sur des questions d'équité quant à la mise en œuvre de nouveaux mécanismes de financement. La question de la **reconnaissance de la qualité environnementale des pratiques** a été creusée avec l'analyse des possibilités de nouvelles valorisations au travers de label notamment. Déjà obtenu pour l'agriculture, il est à l'état de réflexion pour la perliculture. L'idée est ici de favoriser les changements de pratiques par l'autofinancement, grâce à une meilleure valorisation des produits. Les réflexions concernant les **systèmes de redevances ou de taxes** ont posé la question de la justice de l'instrument et la tension réside souvent dans l'arbitrage à mener entre une application d'un principe pollueur-payeur et celui d'une aide aux pollueurs pour qu'ils fassent évoluer leurs pratiques, dans le respect des nouvelles réglementations ou dans la perspective d'objectifs plus ambitieux en matière de durabilité. Le lien entre les instruments réglementaires coercitifs, la communication sur les enjeux et les instruments financiers a également été souligné car il constitue une condition de succès de la démarche.

Les échanges entre les participants ont montré que **ces réflexions sur les financements se heurtent aux questions de souveraineté et de compétences institutionnelles**, la fiscalité étant une compétence centrale du Pays. **Toutes les marges de manœuvre ne sont donc pas permises à l'échelle communale** et cet état de fait peut être une véritable difficulté pour pérenniser les actions mises en œuvre ou même les initier quand les budgets font défaut.

En conclusion, il a été avancé que ces difficultés pourraient être pragmatiquement contournées en recherchant des arrangements entre acteurs concernés sur le terrain, au cas par cas. **L'enjeu serait alors d'inscrire localement les enjeux environnementaux au sein des pratiques économiques**, pour que chacun participe à hauteur de ses possibilités. Une convention pourrait être signée entre ces acteurs pour acter l'organisation retenue et permettre d'équilibrer les efforts des parties prenantes.

Séquence 4 : la mobilisation et le renforcement des acteurs pour la gestion environnementale

Cette dernière séquence est centrée sur les apports du projet RESCCUE pour mobiliser les différentes catégories d'acteurs autour des enjeux environnementaux. Sont ainsi concernés, les acteurs institutionnels des différentes échelles (de la commune au Pays et à la CPS), les acteurs socio-économiques mais aussi les populations. Le rôle de l'opérateur est apparu central mais parfois difficile pour articuler cette diversité d'acteurs. Les trois groupes de travail autour de cette question de la mobilisation ont traité :

- de l'intérêt du cadre de la planification (GIZC) pour élargir et renforcer la cohésion de la communauté d'action engagée dans la préservation de l'environnement,
- du rôle de la formation et de l'apprentissage pour installer ou conforter les compétences nécessaires pour appuyer cet engagement ;
- des apports et limites du dispositif RESCCUE pour appuyer cette communauté d'action environnementale.

Trois sources de renforcement de la communauté d'action semblent se dégager des échanges entre les participants : le caractère central des relations de proximité pour l'action opérationnelle et la motivation à agir, l'importance du cadre de la planification stratégique pour engager les acteurs dans une démarche d'apprentissage collectif et enfin les nécessaires soutiens institutionnels pour asseoir la démarche.

Motiver l'action opérationnelle par des relations de proximité

Sur les deux sites de Polynésie, l'animation du projet RESCCUE s'est accompagnée de la mise en place de **relations de proximité avec les différents acteurs** du territoire directement concernés par les actions potentielles à mettre en œuvre. Au-delà des réunions publiques, les animateurs ont passé de nombreuses heures à rencontrer en tête à tête les populations. Pour mieux les toucher, des **canaux d'information diversifiés** ont été mis en œuvre. Ainsi, aux Gambier, l'animateur disposant d'autres fonctions administratives à la commune, il a pu en profiter pour échanger avec les populations sur les enjeux du projet RESCCUE. Il a également eu recours à l'information donnée à l'église, 90% de la population étant catholique. Ce canal s'est avéré beaucoup plus efficace que les canaux politiques plus clivant et pouvant être un obstacle à la diffusion de l'information. L'utilisation des moyens internet (Facebook) s'est avérée également un excellent vecteur de communication dans la communauté des mangaréviens.

A l'occasion des formations conduites autour des questions de biosécurité et de biodiversité, il a été possible de former sur le terrain des personnes et de faire la preuve par l'exemple de l'intérêt de ces apprentissages. Instaurer la confiance est une dimension particulièrement importante de ces phases d'apprentissage et cela n'a été rendu possible que grâce à des **contacts informels, *in situ*, dans un rapport non pas seulement didactique mais aussi sensible à l'environnement**. Centré sur des personnes plutôt que sur des « publics », ce type de renforcement des capacités a pour avantage d'être particulièrement approfondi pour ceux qu'il touche mais comporte une réelle prise de risque : comme certains participants

l'ont mentionné, les gens peuvent arrêter à tout moment leur implication, pour des raisons contingentes, non liées à la qualité des efforts conduits (autres opportunités saisies, trajectoires de vie personnelles, ...) – l'investissement dont ils ont fait l'objet peut alors être perdu.

D'autres **moyens d'information de proximité** ont été mobilisés avec de petits reportages sur les chaînes de télévision locales, des visites de terrain, ...

Si tout le monde s'accorde à trouver ces actions centrales pour motiver et diffuser la connaissance, la qualité des animateurs et des experts s'avère une condition particulièrement importante, tant sur le plan technique qu'humain.

Motiver l'apprentissage collectif par la planification stratégique et la concertation (GIZC)

La réalisation d'une stratégie territoriale comprend des phases de partage d'un diagnostic, des ateliers de concertation pour concevoir des actions. Ces temps de travail organisent l'action collective. Ils sont souvent l'occasion de **structurer les acteurs**, comme le montre tout particulièrement la création des comités de pêche à Moorea et leur structuration pour organiser une représentation à l'échelle de l'île et aider à la mise en place d'une politique sectorielle. Le grand nombre de réunions de concertation organisées (200 à Moorea pour la révision du PGEM) est en soi une source de satisfaction, relevée à plusieurs reprises lors de l'atelier, car les populations trouvent là l'occasion d'être écoutées et d'échanger sur les thématiques environnementales de leur cadre de vie. L'exemple des Gambier montre *a contrario* la **difficulté de réunir régulièrement des populations qui sont par ailleurs très occupées** par leur vie professionnelle.

Une bonne méthodologie de la planification stratégique est un véritable atout car elle permet d'inscrire la participation de chacun dans le temps en rendant visibles les différentes étapes à venir et d'aider à la structuration des acteurs.

Inscrire la démarche dans la durée par les soutiens institutionnels formalisés par RESCCUE

On l'a vu, le rôle de l'animation locale est primordial. Les participants l'ont également souligné, le rôle de l'opérateur est central pour initier la démarche et aider à structurer les travaux. Cette innovation de RESCCUE est appréciée notamment parce qu'aux dires des participants, **l'opérateur est apparu neutre sur le terrain**. Les ateliers de capitalisation se sont également penchés sur l'intérêt du dispositif RESCCUE pour articuler les échelles décisionnelles et stabiliser les réalisations dans la durée.

En effet, le dispositif RESCCUE, d'échelle régionale, s'est donné comme ambition d'opérationnaliser la GIZC, d'en élargir la portée en assurant son appropriation et sa pérennisation. La qualité du dispositif est alors une dimension importante de la mobilisation des acteurs qui peuvent y trouver un **soutien institutionnel**, garant de la reconnaissance des efforts réalisés et de la pérennité de leurs actions.

Si le dispositif est apparu parfois compliqué localement, les participants lui confèrent l'intérêt d'avoir pu leur permettre de **prendre de la hauteur et du recul** par rapport à leur quotidien et de trouver des sources d'inspiration dans la comparaison de leur situation à celles des autres sites de RESCCUE.

Si le rôle de l'opérateur est apparu crucial pour catalyser les bonnes intentions localement et favoriser la collaboration entre les services, il est souligné **que la qualité des accords bilatéraux entre le Pays et la CPS d'une part, la CPS et l'opérateur d'autre part, est fondamentale**. Il est regretté que l'opérateur se soit trouvé parfois en porte à faux entre des volontés locale, nationale et régionale trop diverses, sans la possibilité de recours à un arbitrage. Questionnant ce modèle de l'opérateur local, sur lequel repose le design initial de RESCCUE, l'opérateur se demande par exemple si une convention tripartite n'aurait pas été plus efficace pour gérer cette situation.

Quoiqu'il en soit, il apparaît **que la problématique à résoudre, pour mieux assurer ce soutien institutionnel au delà de l'existence de RESCCUE, résiderait dans une meilleure articulation de l'échelle communale avec celle du Pays**.

Petit récapitulatif des leçons apprises de RESCCUE en Polynésie française...

... quant aux acquis obtenus et aux effets observables induits...

- La fonction d'opérateur permet concrètement l'entretien d'une dynamique collective à l'échelle territoriale, par le développement de nouvelles relations et associations entre acteurs.
- Un capital humain préexistant à l'action et à renforcer est une condition *sine qua non* à l'échelle du site. La question de sa pérennité à l'avenir et notamment de son financement est prégnante.
- La dynamique collective à l'échelle communale s'est traduite par la mise en place de nouveaux partenariats entre acteurs d'échelles différentes : rapprochement entre institutions et population en général mais aussi relations renforcées entre certains services du Pays et des communes, entre acteurs techniques territoriaux et associations locales, ou secteur privé, implication des scolaires.

... quant au renforcement de l'action opérationnelle par la GIZC...

- La démarche de planification stratégique constitue un cadre, une méthode de travail pour renforcer les coopérations et tenir le cap d'une réflexion collective pour structurer les actions.
- La concertation qui accompagne ces processus de gestion intégrée peut prendre des formes différentes en fonction des finalités de la démarche, selon que domine la nécessité d'une meilleure appropriation des actions envisagées par les acteurs ou la nécessité de co-concevoir avec eux les visions et valeurs fondant ces actions.
- Le caractère transversal de la démarche liant les enjeux terrestres et marins nécessite un renforcement des coopérations entre services et entre l'échelon communal et celui du Pays.

... quant aux apports des approches économiques à la gestion environnementale...

- Pour convaincre, les études économiques doivent s'appuyer sur des informations fiables et partagées avec les acteurs concernés, ce qui nécessite souvent un travail de terrain (collecte de données et ateliers de concertation).
- L'analyse économique participe à rendre crédible de nouveaux itinéraires techniques plus durables, pour en préciser les conditions de faisabilité et notamment de financement.
- Les mécanismes de financement innovants pour valoriser les démarches vertueuses en matière d'environnement engagent des questions d'équité et de souveraineté qui rendent difficile leur institutionnalisation et limite le rôle des animateurs du projet RESCCUE (et notamment de l'opérateur) à cette échelle. Il faut souvent mieux privilégier l'intégration des enjeux environnementaux au sein des circuits économiques locaux (labellisation, économie circulaire).

... et quant à la mobilisation et au renforcement des acteurs en faveur de l'environnement

- L'action opérationnelle est motivée par le développement de relations de proximité qui engagent chacun.
- Le cadre de la planification stratégique, avec ses temps de concertation autour d'un diagnostic partagé et de la définition des actions à mettre en œuvre, est également l'occasion d'un apprentissage collectif mobilisateur.
- L'inscription de la démarche dans la durée appelle également un soutien institutionnel formalisé par le projet RESCCUE mais qui demande à plus long terme une meilleure articulation des échelles de gouvernance de la commune à la région Pacifique.

Annexe 1 : Liste des participants

Annexe 2 : Programme de l'atelier

JOUR 1

8h30 - Accueil café

9h - Accueil des participants (DIREN + CPS)

9h15 - Introduction (AScA) (20')

Séquence 1 - Bilan général du projet : réalisations concrètes et changements observables

Exposé d'un bilan par l'opérateur puis discussion/échange avec les participants

Séquence 2 - Les leçons apprises sur la GIZC : comment renforcer ses apports opérationnels pour l'action ?

Exposés de retours d'expérience suivis d'une analyse participative en groupes de travail

Fin des travaux à 17h00

JOUR 2

8h30 - accueil des participants

Séquence 3 - Aux côtés des approches techniques, quelle place et quelle plus-value des instruments et analyses économiques dans l'accompagnement des changements de pratiques ?

Exposés de retours d'expérience suivis d'une analyse participative en groupes de travail

Séquence 4 - Outils de planification, renforcement des capacités, gouvernance du dispositif RESCCUE : quelles leçons apprises pour mieux mobiliser et renforcer les acteurs de la gestion environnementale ?

Retours d'expérience suivis d'une analyse participative en groupes de travail

Fin des travaux à 17h00